

## L'AIR DU MONDE | CHRONIQUE

PAR SYLVIE KAUFFMANN

## L'Europe retrouve la niaque

Il y a d'abord eu les roulements de tambour, et Cecilia Malmström, la très déterminée commissaire européenne au commerce, brandissant la menace de «représailles». Vendredi 7 juillet, peu avant l'ouverture du sommet du G20 à Hambourg, c'est le président de la Commission, Jean-Claude Juncker, qui, lui, a quasiment sonné le tocsin: «Nous sommes prêts à prendre les armes, s'il le faut», a averti le Luxembourgeois.

Les armes? Des représailles? L'Europe? Emanant de Moscou ou de Pékin, ce vocabulaire guerrier n'étonnerait personne. Mais de Bruxelles! Quelle mouche a piqué les Européens pour qu'ils se montrent si fermes à l'égard d'un allié – et pas n'importe lequel, les Etats-Unis – qui menace d'établir des barrières tarifaires sur l'acier? Un vent nouveau souffle sur l'Union européenne, un vent que Mario Draghi, le patron de la Banque centrale européenne, qualifiait récemment, à Sintra (Portugal), de «vent en poupe»: ayant renoué avec l'expansion économique dans toute la zone euro et repoussé les démons du populisme, le Vieux Continent se sent des ailes. L'Europe a retrouvé la niaque. Elle prend à nouveau conscience de sa puissance. Et s'en sert.

Cette assurance recouvrée a été évidente dans la préparation du G20. Jeudi 29 juin, les dirigeants des membres européens du groupe se sont réunis à Berlin, à l'initiative de l'Allemagne, qui assure cette année la présidence du G20, pour mettre au point une stratégie commune au sommet.

Fini les réunions internationales où les Européens se distinguent par leur talent pour se tirer dans les pattes. Il était impératif que, à Hambourg, Donald Trump l'Américain, Vladimir Poutine le Russe et Xi Jinping le Chinois, trois diri-

geants de puissances problématiques à différents égards, trouvent en face d'eux non pas Angela Merkel, Emmanuel Macron ou Paolo Gentiloni, mais l'Europe.

**Coup de maître**

Celle-ci est à l'offensive sur plusieurs fronts. Sur le front commercial, d'abord: non seulement elle ne craint pas d'agiter le spectre de la guerre commerciale contre le protectionnisme de Trump, mais elle a fait aboutir, au moment stratégique, les négociations pour l'accord de libre-échange avec le Japon. Convaincre Shinzo Abe, le premier ministre japonais, de faire escale à Bruxelles pour finaliser l'accord juste avant le sommet du G20 était un coup de maître.

Après l'adoption d'un accord similaire avec le Canada, c'est une façon pour les Européens de montrer à M. Trump que, indépendamment de son «America First», l'UE, puissance commerciale, continue d'avancer. «Quiconque pense pouvoir régler les problèmes de ce monde par l'isolationnisme et le protectionnisme fait une énorme erreur», avait averti Angela Merkel en amont du G20. Mais il s'agit aussi de ne pas laisser la Chine de Xi Jinping se poser en championne du libre-échange, que Pékin ne

**L'UE NE CRAINT PAS  
D'AGITER LE SPECTRE  
DE LA GUERRE  
COMMERCIALE  
CONTRE LE  
PROTECTIONNISME  
DE TRUMP**

**AYANT RENOUÉ AVEC  
L'EXPANSION  
ÉCONOMIQUE DANS  
LA ZONE EURO ET  
REPOUSSÉ LE  
POPULISME, LE VIEUX  
CONTINENT SE SENT  
DES AILES**

met en pratique que lorsque ça l'arrange, et du multilatéralisme.

En Iran, c'est une entreprise européenne, Total, qui ouvre la voie du retour des Occidentaux après l'accord sur le nucléaire. Les Européens sont aussi à la pointe du combat sur le climat et redoublent de combativité depuis que, le 1<sup>er</sup> juin, le président américain a annoncé le retrait de son pays de l'accord de Paris. Sur ce dossier, Paris et Berlin ont pris soin de consolider l'unité européenne avant Hambourg, notamment avant la visite de M. Trump en Pologne, dont les dirigeants partagent avec lui la nostalgie du charbon.

L'unité a aussi été préservée face à la Russie, contre laquelle les sanctions prises en raison de la crise ukrainienne sont régulièrement reconduites. Et puis il y a eu l'amende spectaculaire de 2,4 milliards d'euros imposée le 27 juin par la Commission au géant américain Google, pour abus de position dominante. Là encore, c'est une commissaire irréductible, la Danoise Margrethe Vestager, qui était à la manœuvre; M<sup>me</sup> Vestager avait déjà, en 2016, réclamé 13 milliards d'euros à Apple pour arrangements fiscaux illégaux. Avec Google, elle place la barre très haut en termes de respect des règles de la concurrence pour les géants de l'Internet.

Sur ces dossiers, l'UE ne se contente pas d'être agressive; elle tient à mettre en pratique des nor-

mes constitutives de son identité. Face à la tentation protectionniste au niveau mondial, Benoît Cœuré, membre du directoire de la BCE, juge, dans une interview au Monde daté samedi 8 juillet, que «l'Europe a la responsabilité de défendre les valeurs d'ouverture et de libre circulation qu'elle incarne, sans pour autant se montrer naïve. Les accords de libre-échange, l'un conclu avec le Canada et l'autre proche d'être conclu avec le Japon, comportent des garanties fidèles aux valeurs européennes de respect des normes sociales, des services publics et de l'environnement».

Ce sont là les marques distinctives de ce qu'Andrew Moravcsik, professeur à Princeton, aux Etats-Unis, appelle «l'Europe, superpuissance invisible». Soudain, les vertus de son modèle social, si souvent décrié en raison de son poids sur les budgets, apparaissent au grand jour: pour protéger les perdants de la mondialisation, l'Europe semble mieux armée que les Etats-Unis. Surtout, avertit Benoît Cœuré, ne pas «baisser la garde». La reprise est là, contrastant avec la morosité américaine, mais elle reste à consolider. Les sujets de division entre Européens, comme celui des migrants, ne manquent pas. Une fracture Est-Ouest menace l'UE. La récente crise des banques italiennes a mis en lumière les failles de l'union bancaire, principal acquis européen de la crise de l'euro. La France n'est qu'au début du chemin des réformes. Bref, le vent peut encore tourner. Mais, pour l'heure, il faut profiter de ce solide vent arrière. ■

kauffmann@lemonde.fr